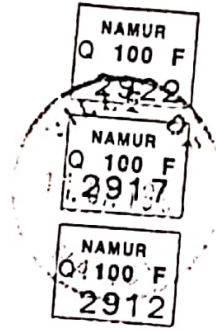


VILLE DE NAMUR
URBANISME

Annexe 35 (Art. 326)

290/8348/70/97/SC



CERTIFICAT D'URBANISME N°1.

Formulaire 1 B

[REDACTED]

[REDACTED]

renseignements demandés, sous réserve des résultats de l'instruction définitive à laquelle il serait procédé au cas où vous déposeriez une demande de permis de bâtir ou de lotir.

I.a) Le bien en cause est repris dans les limites du plan d'aménagement approuvé ou du lotissement autorisé (1) indiqué ci-dessous par une croix;

1. Lotissement pour lequel un permis a été délivré le par sous le n° , lotissement non périmé.

(2) La réception provisoire des travaux a eu lieu en ce qui concerne la mise en place des voies publiques et des équipements qui desservent la parcelle à laquelle le certificat se rapporte.

2. Plan particulier d'aménagement n° approuvé par arrêté du

3. Plan général d'aménagement approuvé par arrêté du

4. Plan général commun d'aménagement approuvé par arrêté du

5. Projet de plan régional arrêté par le

Plan régional approuvé par arrêté du

6. Projet de plan de secteur arrêté par le

X Plan de secteur approuvé par arrêté de l'Exécutif du 14 mai 1986.

b) Selon le plan ou le lotissement cité sub a, (1), les affectations suivantes, indiquées ci-dessous par une croix, sont d'application pour le bien en cause:

 zone pour habitations construites en ordre continu

 zone pour habitations jumelées ou groupées

 zone pour habitations isolées (villas)

 voirie

 agriculture

 industrie

 utilité publique

 zone d'habitations ouvertes

e) Les conditions auxquelles les constructions sont soumises d'après ce plan ou ce lotissement (1) sont les suivantes:

 pour les bâtiments principaux:

 le nombre de niveaux autorisé est de

 la hauteur de construction autorisée est de 8 mètres maximum, mesure prise depuis le niveau moyen du trottoir jusqu'au dessus du niveau de la corniche

 le type de toiture est

 pour les constructions annexes, les dimensions sont: (4)

II. Le bien est repris dans un plan d'expropriation approuvé par arrêté du

 Le pouvoir expropriant est:

III. Le bien n'est repris ni dans un plan d'aménagement approuvé, ni dans un lotissement autorisé, ni dans un plan d'expropriation approuvé.
 — Un permis de bâtir pourrait être obtenu, aux conditions suivantes, pour des travaux à exécuter ou des actes à accomplir sur ledit bien (2):

Renseignements fournis par le fonctionnaire délégué (administration de l'Aménagement du territoire et de l'Urbanisme): Voir avis en annexe.

Avis de l'administration communale:

1° Voir rapport technique en annexe.

2° Au plan de secteur, le bien en cause est repris en zone d'habitat à caractère rural. Sur base des éléments en notre possession, il ressort qu'il est desservi par une voirie privée insuffisamment aménagée, mais équipée en eau et électricité et qu'il existe une possibilité de raccordement aux égouts.

Dans les conditions actuelles, le bien ne peut pas être affecté à la construction d'une habitation unifamiliale.

A Namur, le 3 juillet 1997.

Par le Collège

Le Secrétaire adjoint,

Georges LATOUR
Secrétaire Communal

J.M. VAN BOL

Le Bourgmestre,

J.L. CLOSE

(1) Des copies ou extraits de plans d'aménagement approuvés et des prescriptions réglementaires qui les accompagnent peuvent être fournis, sur demande par l'administration communale (C.W.A.T.U.P., art. 323).

(2) A biffer si nécessaire

(3) A compléter si nécessaire

(4) Compléter si nécessaire par l'indication, entre autres, des servitudes d'utilité publique.

OBSERVATION:

1) Le présent certificat ne dispense pas de solliciter et d'obtenir le permis de bâtir pour l'exécution de travaux ou l'accomplissement d'actes énumérés à l'article 41 du C.W.A.T.U.P., ou le permis de lotir exigé par l'article 53 du même Code.

Il ne préjuge en rien des décisions de l'administration à l'égard des demandes de permis.

Certaines de ces demandes doivent être soumises à publicité ou à l'enquête publique, conformément aux modalités prévues par le Code précité.

2) Le présent certificat n'est valable qu'un an à dater de sa délivrance.

3) Les prescriptions résultant de plans d'aménagement approuvés ou de lotissements autorisés ou encore de plans d'alignement et de règlements communaux ne sont valables que pour autant que les dispositions réglementaires dont elles résultent conservent leur force obligatoire.

W

NAMUR

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

**DIRECTION GÉNÉRALE
DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE,
DU LOGEMENT ET DU PATRIMOINE**

DIRECTION DE NAMUR

Namur, le

01 JUL 1997

**Au Collège des Bourgmestre et
Echevins
de et à**

5000

NAMUR

**V/lettre du 04.06.1997
Vos réf. : 290/8348/70/97/SC
Nos réf. : 519.124/97-2888/33-12
Annexe(s) : 1**

JPB/AM

Messieurs,

En réponse à votre demande susmentionnée, j'ai l'honneur de vous faire connaître ci-après mon avis formulé en application de l'article 326 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine.

Cet avis doit figurer au certificat que délivrera votre Collège sur le Formulaire I B.

Au plan de secteur de NAMUR (carte E.M. : 47/8) établi par Arrêté de l'Exécutif Régional Wallon du 14/05/86, la parcelle concernée est située en zone d'habitat à caractère rural, laquelle est soumise à l'application des articles 170/1.0. et 171/1.2.2. du Code précité.

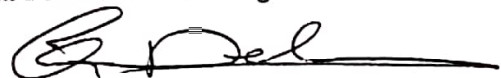
Toutefois, la partie de la parcelle concernée par la présente demande (partie Nord) n'étant pas riveraine d'une voirie publique suffisamment aménagée et équipée, elle ne peut être affectée à la construction d'une habitation.

En cas de division de propriété, les dispositions de l'article 53 du Code précité sont d'application.

Ci-joint, une copie des articles susmentionnés.

Veuillez agréer, **Messieurs**, l'assurance de ma considération distinguée.

La Fonctionnaire déléguée,



**A. DELIENS-FRANQUET
Directrice.**



Service administratif pour les certificats d'urbanisme : tél.: 081/24.61.42.

Boulevard Frère Orban, 5 • 5000 Namur • Tél. 32 (0) 81/ 24 61 11 • Fax 32 (0) 81/ 24 61 51
Numéro vert : 0800 -1 1901 (informations générales)